

**2 Politique**

**Projet de révision constitutionnelle  
L'Unoca saisie !**

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

**Le 6<sup>e</sup> vice-président du Sénat, Jean-Christophe Owono Nguema, et le président des "Upégistes-Loyalistes", Jean de Dieu Moukagni Iwangou sont allés récemment présenter au représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique centrale, François Lounceny Fall, les conséquences, selon eux, d'une révision de la Constitution au Gabon. Pour ces deux personnalités, une telle initiative qu'elles jugent "dangereuse", pourrait aggraver la situation socio-politique actuelle.**



Photo : D.R

Moukagni Iwangou et le sénateur Owono Nguema déterminés à barrer la route à la révision constitutionnelle.

LE sénateur de la commune d'Oyem, Christophe Owono Nguema, et le président du parti Les Upégistes-loyalistes, Jean de Dieu Moukagni Iwangou, ont saisi le chef de l'UNOCA sur le projet de révision constitutionnelle initiée par le gouvernement. A Lounceny Fall, les deux personnalités ont relevé "l'inutilité" d'une révision

de la Constitution. Non sans revenir sur la crise politique que connaît le Gabon depuis la fin du processus électoral relatif à la Présidence d'août 2016. MM. Owono Nguema et Moukagni Iwangou s'unissent pour soutenir l'idée selon laquelle réviser la Constitution aujourd'hui pourrait accentuer la situa-

tion actuelle. Ce d'autant que, à en croire les hôtes du chef de l'UNOCA, cette initiative "dangereuse", à leurs yeux, ne vise qu'à «concentrer tous les pouvoirs entre les mains du président Ali Bongo Ondimba et voudrait consacrer son impunité, l'impunité de ses complices et autres affidés. Ce projet correspond à une



Photo : D.R

Le chef de l'Unoca, François Lounceny Fall, saisi sur la question.

confiscation du pouvoir, au souci de se protéger du peuple et à la volonté de se soustraire de l'action de la justice.» Ainsi, comme ils l'avaient indiqué lors de leur conférence de presse conjointe, le samedi 28 octobre dernier, le 6<sup>e</sup> vice-président du Sénat et le président des "Upégistes-loyalistes" se

sont engagés à mener des actions contre la concrétisation dudit projet. D'où la saisine de Lounceny Fall, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies. Rappelons qu'avant cette étape, l'élu de la commune d'Oyem s'était déjà exprimé à ce sujet sur les antennes de la chaîne française "TV5

Monde". Avec le même objectif, Moukagni Iwangou, spécialiste du droit a joint sa voix à celle d'Owono Nguema dernièrement à la Chambre de commerce de Libreville. Fort de leur engagement contre ce projet, ils ont appelé les populations à faire barrage à la révision constitutionnelle, tout en invitant la France «à peser de tout son poids, afin d'éviter cette dérive autocratique.»

Indiquons tout de même que cette question d'actualité provoque aujourd'hui des remous dans l'arène politique nationale. Les avis divergent. Alors que le pouvoir en place voit en l'attitude d'Owono Nguema et les siens un appel à "l'insurrection et au chaos", une partie de l'opposition, quant à elle, trouve que ce projet de révision constitutionnelle s'apparente à une volonté de "monarchisation de la République" par le pouvoir. En somme, plusieurs observateurs pensent que le débat sur la révision de la Constitution n'en finira pas de si tôt.

**Opposition dite "radicale"/RHM**

**Alexandre Barro Chambrier et les siens dans le Moyen-Ogooué**



Photo : D.R

Vue partielle des militants de RHM à Lambaréné.



Photo : D.R

Vue du directoire du Rassemblement Héritage et Modernité lors de la causerie.

E. N.  
Lambaréné/Gabon

**Le président du Rassemblement Héritage et Modernité (RHM) était, le week-end écoulé, dans la troisième province du Gabon. Ce séjour s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'implantation de sa formation politique dans l'arrière-pays. Plusieurs structures de base locales ont ainsi été installées.**

LE Rassemblement Héritage et Modernité (RHM) poursuit son implantation dans l'arrière-pays. Après les provinces de l'Ogooué-Maritime, de la Nyanga et de la Ngouinié, le président dudit parti politique de l'opposition dite "radicale", Alexandre Barro Cham-

brier, accompagné de plusieurs autres membres de son directoire dont le secrétaire général Michel Menga M'Essone, étaient récemment dans le Moyen-Ogooué. Occasion pour eux de mettre en place plusieurs structures de base locales. Les responsables de ces entités ont été installés en marge de la causerie animée au "Carrefour Matériaux" par les leaders de cette formation. Dans la capitale migovéenne, Chambrier et les siens ont été accueillis par le secrétaire général adjoint du RHM pour le compte de cette région, Pierre Ndong Meye. Au cours de cette tournée entreprise aussi bien à Lambaréné qu'à Ndjolé et à Bifoun, on retiendra que Yves Bekale a été installé



Photo : D.R

Le coordonnateur provincial du Moyen-Ogooué, Yves Bekale, ici installé par le secrétaire général de RHM, Michel Menga M'Essone.

comme coordinateur provincial ; Solange Kdjawewé comme déléguée provinciale des femmes. De même, à Ndjolé, Ndong Biyoghe Emame sera le délégué communal ; Hans Evié Bekale le délégué dé-

partemental pour l'Abanga-Bigné ; Mme Andy Assengone la coordonnatrice pour Bifoun centre ; Brigitte Milang déléguée départementale des femmes ; etc. Dans son mot de circons-

tance, le président de RHM est revenu sur les questions d'actualité, entre autres, le débat sur le projet de révision constitutionnelle en cours actuellement dans notre pays. Selon lui, «ce projet vise à renforcer les pouvoirs du président Ali Bongo Ondimba dans sa posture royale, faisant du Gabon sa propriété...». Tout comme, Alexandre Barro Chambrier a réaffirmé l'ancrage du Rassemblement Héritage et Modernité dans la "galaxie Jean Ping", rassemblée au sein de la Coalition pour la nouvelle République (CNR). «Nous avons également réaffirmé notre engagement auprès de Jean Ping, qui est la figure incontournable de l'opposition, du fait de sa légitimité et qui constitue le tronc dont on a besoin, qui a des racines

solides», a dit l'ancien député PDG du quatrième arrondissement de Libreville. Et de poursuivre : « Nous, dans le RHM, constituons une racine solide parmi tant d'autres qui forment l'opposition radicale. C'est pourquoi, nous sillonnons le Gabon profond pour implanter nos structures de base. » Soulignons qu'avant lui, le secrétaire général de RHM est revenu sur la genèse de leur mouvement politique. Selon Michel Menga M'Essone, celui-ci est né de la révolte d'une partie des députés du Parti démocratique gabonais (PDG) contestant la gouvernance actuelle du pays. Et de rappeler que c'est grâce au FUNDU de Bourbou Epemba que le Rassemblement Héritage et Modernité a été légalisé.